

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1882-1883.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1883.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|--|---|
| 1. | 13855. | Par pétition datée de Wihéries. le 22 février 1883. |
| | 13976. | Le conseil communal de Wihéries demande le |
| | 13977. | prompt achèvement du chemin de fer de Frameries à |
| | | Chimay, notamment de la section de Frameries à |
| | | Beaumont, ainsi que le prolongement de Chimay à la |
| | | frontière française vers Rocroy et la halte du Tremblois. |
| | | Même demande des conseils communaux de Jem- |
| | | mappes et Baileux. |
| | | <i>DÉCISION Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 2. | 13928. | Par pétition datée de Schaerbeek, le 28 février 1883, |
| | 14954. | Les président et secrétaire de la Société « In Vlaan- |
| | 13973. | deren vlaamsch », à Schaerbeek, prient la Chambre |
| | 13979. | de combler les lacunes de la loi du 17 août 1873. |
| | 13991. | réglant l'emploi de la langue néerlandaise en matière |
| | 14017. | répressive, dans le sens indiqué par la conférence |
| | | flamande du barreau gantois. |
| | | Même demande des président, secrétaire et membres |
| | | du comité de la section du Willemsfonds à Nieuport, à |
| | | Gand; du secrétaire du « Vlaamsch vooruitstrevende |

Numéros du feuilleton.	Numéros duregistre des pétitions.
------------------------------	---

studenten-Kring » à Bruxelles; d'habitants de Malderen, Gand, Anvers et Bruges:

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

3. 13934. Par pétition datée de Louvain,
13950. Des habitants de Louvain demandent l'abolition du
13965. tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.
14016. Ils prient la Chambre de donner à la langue néerlandaise la place qui lui revient devant les tribunaux, dans l'enseignement public, dans les actes de l'état civil, les inscriptions sur les monuments, les monnaies, les timbres-postes, les imprimés, avis, adjudications, affiches, feuilles officielles, les procès-verbaux, les déclarations des témoins. Ils demandent, en outre, qu'on n'envoie plus en pays flamand des fonctionnaires ignorant la langue du peuple.

Même demande d'habitants d'Heverlé et d'une commune non dénommée.

DÉCISION : *Ordre du jour, quant à l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires; renvoi, pour le surplus, à MM. les Ministres de l'Intérieur, de l'Instruction Publique et de la Justice.*

4. 13948. Par pétition datée de Wetteren, le 2 mars 1883,
13938. Les président et secrétaire de la section du « Wil-
13993. lemsfonds », à Wetteren, demandent que le *Moniteur belge* paraisse dans les deux langues.

Même demande d'habitants de Hasselt et des président, secrétaire et membres du comité de la section du « Willemsfonds », à Nieuport, Schaerbeek et du secrétaire du « Vlaamsche vooruitstrevende studenten-Kring », à Bruxelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

5. 13929. Par pétition datée de Jauchelette, le 28 février 1883,
13988. Des habitants de Jauchelette demandent qu'on ne capte pas les eaux de la vallée de la Gête pour les diriger vers Bruxelles.

Même demande d'habitants de Thorembais-les-Béguines.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 6. | 13978.
13989. | Par pétition datée de Leuze - Longchamps, le 7 mars 1883. |
| | 14014. | Des habitants de Leuze-Longchamps demandent qu'on ne capte plus les eaux de la vallée de la Me-haigne pour les diriger vers Bruxelles.
Même demande d'habitants de Boneffe, Eghezée, Meux, Tillier, Tavieres et Braives.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 7. | 13992. | Par pétition datée de Sauvenière, le 8 mars 1883,

Des habitants de Sauvenière demandent qu'on ne capte pas les eaux de la vallée de l'Orneau pour les diriger vers Bruxelles.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i> |
| 8. | 13932. | Par pétition datée de Villers-sur-Lesse, le 1 ^{er} mars 1883,

Des habitants de Villers-sur-Lesse demandent la suppression des traitements alloués à l'instituteur et à l'institutrice officiels dans cette commune.

DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |
| 9. | 13961. | Par pétition datée de Saint-Ghislain, le 5 mars 1883,

Des habitants de Saint-Ghislain demandent la suppression des traitements des instituteurs et institutrices officiels sans élèves.

DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |
| 10. | 13953.
14001.
14007. | Par pétition datée de Braine - le - Château, le 2 mars 1883,

Les président, secrétaire et membres du cercle des collecteurs du denier des écoles catholiques, à Braine-le-Château, demandent la suppression des traitements des instituteurs et institutrices officiels qui ont peu ou pas d'élèves.
Même demande d'habitants de Wachtebekke, des président et secrétaire de la « Vlaamsche Katholieke-Wacht », à Malines, et du sieur Gobbers.

DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéro du registre des pétitions.
------------------------------	---

11.	14024.
-----	--------

Par pétition datée de Gand, le 9 mars 1883,

Des habitants de Gand demandent qu'on supprime les traitements des instituteurs sans élèves.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

12.	13946.
-----	--------

Par pétition datée de Caneghem,

Des habitants de Caneghem demandent que les communes ne soient plus obligées de payer les instituteurs sans élèves et qu'on ne leur impose plus de sous-instituteurs, à moins que l'école ne compte un nombre déterminé d'élèves.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

13.	13971.
-----	--------

Par pétition datée de Meulebeke, le 6 mars 1883,

Des habitants de Meulebeke demandent qu'on supprime les écoles sans élèves et que le traitement des instituteurs soit proportionné au nombre d'élèves.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

14.	14008.
-----	--------

Par pétition datée d'Oignies, le 11 mars 1883,

Des habitants d'Oignies demandent qu'on supprime les traitements des instituteurs et institutrices officiels sans élèves, qu'on augmente les traitements des évêques et des curés et notamment du desservant de cette paroisse.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

15.	13934.
-----	--------

Par pétition datée de Marloie, le 20 février 1883,

13935.

Des habitants de Marloie demandent le maintien de la chapellenie établie dans cette localité.

Demande semblable d'habitants de Rutten.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

16.	13936.
-----	--------

Par pétition datée de Walcourt,

Le sieur Brulait demande que la loi sur la pêche soit mise en vigueur sur l'Eau-d'Heure comme sur les autres rivières.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

17.	13939.
-----	--------

Par pétition datée de Westende, le 1^{er} mars 1883,

Le sieur Ramon demande l'établissement de l'impôt sur le revenu, tel qu'il fonctionne en Angleterre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

18.	13941.	Par pétition datée de Bois-de-Villers, le 28 février 1883,
-----	--------	--

Le sieur Deminne soumet un projet destiné à parer aux débordements de la Meuse et, en même temps, à approvisionner Bruxelles d'eau potable.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

19.	13947.	Par pétition datée de Menufontaine, le 28 février 1883,
-----	--------	---

Des habitants de Burnon, Hotte et Menufontaine présentent des observations contre les plaintes que le sieur Gillet a formulées relativement aux agissements du curé de cette paroisse.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

20.	13982.	Par pétition datée de Noville, le 4 mars 1883, Des habitants de Noville contestent le bien fondé des accusations portées contre le curé de cette paroisse par d'autres habitants de Noville.
-----	--------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

21.	13949. 13980. 13990.	Par pétition, datée de Goidsenhoven, en avril 1883, Des habitants de Goidsenhoven demandent l'abolition du tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.
-----	----------------------------	---

Même demande d'habitants de Hingene, Borgerhout, Deurne et Berchem

DÉCISION : *Ordre du jour.*

22.	13950.	Par pétition sans date. Le sieur Pendels demande l'abolition des élections communales dans les localités de moins de 50,000 habitants et l'administration de ces localités par le Gouvernement, la Députation permanente ou un fonctionnaire spécial.
-----	--------	--

DÉCISION : *Ordre du jour.*

23.	13953.	Par pétition datée d'Assenois et Glaumont, Des habitants d'Assenois et de Glaumont demandent l'établissement d'un point d'arrêt au lieu dit « Laipoux », territoire d'Offagne, sur la ligne d'Athus à la Meuse.
-----	--------	--

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

Numéros du feuilleton.	Numeros du registre des pétitions.
------------------------------	--

24.

13956.

Par pétition datée de Louvain, le 1^{er} mars 1883,

Des pensionnés civils, à Louvain, prient la Chambre de voter, au cours de la session actuelle, un projet de loi augmentant les pensions civiles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

25.

13957.

Par pétition datée de Westvleteren, le 5 mars 1883,

Le conseil communal de Westvleteren prie la Chambre de voter un crédit pour la création de laboratoires de chimie agricole dans chaque chef-lieu d'arrondissement, pour les parties du pays où le besoin s'en fait sentir, et d'édicter des pénalités contre les falsificateurs d'engrais.

Même demande de cultivateurs à Westvleteren, du conseil communal et de cultivateurs à Crombeke.

DÉCISION : *Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget de l'Intérieur.*

26.

13959.

Par pétition datée de Bruxelles, le 6 mars 1883,

Des habitants de Bruxelles demandent que les directeurs et les directeurs-adjoints des prisons sachent au moins les deux langues nationales et que ceux des prisons d'Anvers et de Bruxelles sachent en plus l'allemand ou l'anglais.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

27.

13960.

Par pétition datée de Vivy, le 22 février 1883,

Des habitants de Vivy demandent l'établissement d'une école primaire *permanente* dans cette commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

28.

13962.

Par pétition datée d'Eecloo,

Des instituteurs et institutrices officiels du canton scolaire d'Eecloo demandent que leurs traitements leur soient payés directement par le receveur des contributions.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
29.	13963.

Par pétition datée de Vaux-et-Borset, le 7 mars 1883,
Le sieur Bertrand demande une enquête sur le fait
qui lui aurait été attribué par erreur, d'avoir vendu un
médicament.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

30.	13964.
-----	--------

Par pétition datée de Villers-sur-Lesse, le 6 mars 1883,
Le sieur Colot, instituteur communal, à Villers-
sur-Lesse, demande à toucher le même traitement
qu'en 1878.

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction
Publique.*

31.	13967.
-----	--------

Par pétition datée de Châtelineau, le 6 mars 1883,
Le sieur Dor demande que, dans les cas d'explosion
de grisou, des mesures répressives sévères soient prises
à l'égard des directeurs de houillères convaincus d'avoir
ordonné ou toléré le sautage des mines à poudre sur
les voies à grisou.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

32.	13969.
-----	--------

Par pétition datée de Westmalle et Oostmalle,
Des habitants de Westmalle et Oostmalle demandent
l'établissement d'un tramway à vapeur, reliant sans
interruption Anvers, Turnhout et Hoogstraten.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

33.	13970.
-----	--------

Par pétition datée de Bruxelles, le 7 mars 1883,
Le sieur Devidts réclame l'intervention de la Chambre
pour obtenir l'acte de naissance et l'acte de décès du
sieur Charles Reingal, son parent.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

34.	13972.
-----	--------

Par pétition datée de Walcourt, le 7 mars 1883,
Le sieur Choca, à Walcourt, demande que la loi sur
la pêche ne soit mise en vigueur sur l'Eau-d'Heure que
pendant une partie de l'année et que les pêcheurs
paient un impôt au profit de la commune.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

35.	13981.
-----	--------

Par pétition datée de Noville,
Des habitants de Noville se plaignent des agisse-
ments de l'institutrice officielle de cette commune et

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

demandent son déplacement ou la suppression de son traitement.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

36. 13984. Par pétition datée de Rance, le 8 mars 1883,
Le conseil communal de Rance demande la reprise par l'Etat du chemin de grande communication de Rance à Cerfontaine.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

37. 13985. Par pétition datée d'Auvélais, le 3 mars 1883,
Des habitants d'Auvélais demandent la suppression de l'article 4, § 2, de la loi du 1^{er} juillet 1879.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.

38. 13986. Par pétition datée d'Eugies, le 7 mars 1883,
La veuve Castiau se plaint de n'avoir pas touché la rémunération à laquelle elle aurait droit du chef de l'appel sous les drapeaux de son fils, milicien de 1874.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

39. 13994. Par pétition datée de Liège, le 6 mars 1883,
14020. Le sieur Simonon, facteur des postes, à Liège, demande une augmentation de traitement.
Même demande d'autres facteurs des postes à Liège, et des sieurs Defaweux, Dunne, Lemmé, Grégoire, Louis, Bauhonnell, Lime, Tollet, Hurdebise, Godfernon et Blistain.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

40. 13995. Par pétition sans date,
Le sieur Van Hamme se plaint de la ressemblance qui existe entre la tenue des intendants militaires et celle des agents de police ou des inspecteurs des pompes funèbres.

DÉCISION : Ordre du jour.

Numéros du feuilleton	Numéros duregistredes pétitions.
-----------------------------	--

41.

13996.

Par pétition datée de Pesches, le 9 mars 1883,

Des habitants de Pesches demandent que le nombre des membres du conseil communal de cette localité soit complété sans retard.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

42.

13997.

Par pétition datée d'Anvers, le 9 mars 1883,

Les président et secrétaire du Cercle des entrepreneurs des travaux publics, à Anvers, réclament l'intervention de la Chambre pour que les travaux nécessités par le raccordement du front 1-2 de la citadelle du Nord, à Anvers, avec la digue de l'Escaut, soient mis en adjudication publique et ne fassent pas l'objet d'un marché de gré à gré.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

43.

13998.

Par pétition datée de Saint-Gilles,

Des habitants de Saint-Gilles demandent que tous les achats de l'armée soient faits par adjudication, qu'on supprime l'intendance ainsi qu'une partie des médecins et pharmaciens militaires et qu'on consacre le montant provenant de cette suppression à l'augmentation des traitements des employés et pensionnés de l'État.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

44.

13999.

Par pétition datée de Stavele, le 5 mars 1883,

Les membres du conseil communal de Stavele prient la Chambre de voter un crédit pour la création de laboratoires de chimie agricole dans chaque chef-lieu d'arrondissement. pour les parties du pays où le besoin s'en fait sentir, et d'édicter des pénalités contre les falsificateurs d'engrais.

Même demande de cultivateurs de Stavele.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

45.

14000.

Par pétition datée d'Ypres, le 20 février 1883,

Des greffiers de justice de paix de la Flandre occidentale demandent une augmentation de traitement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.
46.	14003.

Par pétition datée de Fourbechies, le 8 mars 1883,

Le conseil communal de Fourbechies demande la reprise par l'Etat du chemin de grande communication de Rance à Cerfontaine.

Même demande du conseil communal de Froid-Chapelle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

47. 14004.

Par pétition datée de Gand, le 11 mars 1883,

Des habitants de Gand demandent qu'il soit accordé aux anciens combattants volontaires de 1830, une pension annuelle et viagère.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

48. 14005.

Par pétition datée de Gand, le 12 mars 1883,

Le sieur Moreels demande que la loi oblige tout Belge à fréquenter l'école communale du soir, depuis sa treizième jusqu'à sa dix-neuvième année.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

49. 14009.

Par pétition datée d'Anvers, le 13 mars 1883,

Les président et secrétaire de la société « Volksbe-lang », à Anvers, demandent l'introduction dans le Code électoral d'une disposition édictant des pénalités contre ceux qui, sciemment et injustement, contestent l'inscription d'un électeur sur les listes électorales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

50. 14010.

Par pétition datée d'Enghien, le 9 mars 1883,

La veuve du sieur Larose, brigadier de gendarmerie pensionné, prie la Chambre de lui accorder un secours périodique.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

51. 14011.

Par pétition datée d'Overpelt, le 13 mars 1883,

Le sieur Van Seggelen, de nationalité néerlandaise, à Overpelt, se plaint de ce que son fils Adrien ait dû prendre part au tirage au sort et demande qu'il soit rayé de la liste des conscrits de cette commune; il

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions
-----------------------------	---

demande, en outre, que la nationalité de ce fils et celle de ses autres enfants soit établie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

52. 14012. Par pétition datée de Harlebeke, le 12 mars 1883,
Des habitants de Harlebeke demandent que le clergé catholique soit astreint à célébrer, le cas échéant, pour tous ceux de sa communion, riches ou pauvres, un service funèbre uniforme moyennant un taux fixe de 25 francs.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

53. 14013. Par pétition datée de Berzée, le 10 mars 1883,
Les membres du conseil communal de Berzée demandent le rétablissement de l'ancien passage à niveau des voies de la station de cette localité ou son remplacement par une passerelle.

DÉCISIONS : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

54. 14015. Par pétition datée de Corbeek-Dyle, le 12 mars 1883,
Le sieur Mertens présente des observations tendant à établir l'incompatibilité des fonctions de secrétaire communal et de sacristain.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.*

55. 14018. Par pétition datée de Bruxelles, le 5 mars 1883,
Des pharmaciens, à Bruxelles, prient la Chambre de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter, dans tout le pays, l'arrêté royal du 31 mai 1880 relatif à la vente des médicaments par les médecins des villes.
Même demande de pharmaciens de Saint-Gilles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

56. 14019. Par pétition datée de Liège, le 10 mars 1883,
Le sieur Lenders-Nizet se plaint de l'application que le Ministre de la Guerre a faite de la loi sur la milice dans le cas du sieur Simons, remplaçant du sieur Deneeff, milicien de 1881, et demande à être indemnisé du dommage qui lui a été causé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

57.	14021.
-----	--------

Par pétition datée de Courtrai,

Des habitants de Courtrai proposent diverses mesures concernant la construction de bâtiments d'écoles et le payement des traitements des instituteurs officiels.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

58.	14022.
-----	--------

Par pétition datée de Huy, le 14 mars 1883,

Des habitants de Huy réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'édification, dans cette ville, de la nouvelle gare de la Compagnie du Nord.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

59.	14023.
-----	--------

Par pétition datée de Jodoigne, le 4 mars 1883,

Des habitants de Jodoigne demandent que l'instruction militaire soit donnée en wallon aux miliciens wallons.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

60.	14026.
-----	--------

Par pétition datée d'Aelbeke, le 11 mars 1883,

Des habitants d'Aelbeke demandent la suppression des traitements des curés et vicaires qui se servent des sacrements pour peupler les écoles catholiques.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

61.	14028.
-----	--------

Par pétition sans date,

Des militaires pensionnés, décorés de la médaille militaire, demandent que la haute-paie de 20 centimes par jour qui est attachée, au service actif, à cette médaille, soit continuée aux décorés dans leur retraite.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

